

Questions orales

L'ÉNERGIE

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉNERGIE MARÉMOTRICE DE LA BAIE DE FUNDY—LES PLAINTES DES AUTORITÉS PROVINCIALES AU SUJET DU RETARD DE L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question que j'ai déjà posée vendredi au premier ministre suppléant s'adresse maintenant au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Lui a-t-on adressé à lui directement, ou au gouvernement par son intermédiaire, un certain nombre de griefs concernant les suites qui ont été données aux nouvelles études proposées au sujet de l'aménagement de l'énergie marémotrice de la baie de Fundy, étant donné qu'un certain nombre de personnalités dirigeantes de la Nouvelle-Écosse se sont plaintes des délais?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, j'ai en effet reçu des deux premiers ministres concernés des lettres dans lesquelles ils ont indiqué avoir nommé des responsables de cette étude mais je n'ai pas, personnellement, reçu de plaintes sous ce rapport, quoique j'aie lu dans les journaux des articles en ce sens.

[Français]

Monsieur l'Orateur, j'aimerais mentionner que j'ai visité l'usine marémotrice, sur la Rance, en France, la semaine dernière, et je voudrais exprimer mes remerciements au gouvernement français de sa courtoisie à cette occasion.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES

LES CONDITIONNEURS DES PRODUITS DE LA MER DE L'Î.-P.-É.—DEMANDE D'APPUI FINANCIER POUR L'ENTREPOSAGE

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre d'État chargé des Pêches et lui demander s'il est en mesure de nous dire de quelle façon il a répondu, ou compte répondre, aux demandes urgentes d'aide financière que lui ont présentées les industriels de l'Île-du-Prince-Édouard qui font la transformation du poisson et des fruits de mer. En effet, le ministre n'ignore pas qu'ils sont obligés de demander de l'aide car ils sont obligés de garder en stock une quantité de produits invendus qui sont très coûteux.

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêches)): Monsieur l'Orateur, si les réserves de produits invendus sont assez considérables, c'est que dans certaines régions la saison a été des plus fructueuses et nous nous en réjouissons. Quant au problème que soulève le député, le ministre provincial des pêches, M. Henderson, a communiqué avec moi hier et j'ai eu aussi un mot avec mon collègue, le ministre des Affaires des anciens combattants. Aujourd'hui je me suis entretenu avec mes fonctionnaires à ce sujet. Demain, un de mes représentants auprès de la Commission du soutien des prix reviendra à l'Île-du-Prince-Édouard. Nous donnons la priorité à la question.

LES PERTES DE CAGES À HOMARDS—LA QUESTION DE L'INDEMNISATION DES SINISTRÉS

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au même ministre. Peut-il nous dire s'il a eu

[M. Munro (Hamilton-Est).]

la chance d'examiner les rapports sur l'état des glaces que je lui ai fait parvenir il y a quelque temps et si l'on reconsidérerait l'indemnisation des régions désignées qui l'année dernière ont perdu des cages à homards?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêches)): Monsieur l'Orateur, je regrette d'informer le député qu'il me paraît impossible de revoir la question un an après que les décisions ont été rendues.

* * *

L'ÉNERGIE

LE PROJET DE CRÉATION D'UN FONDS INTERNATIONAL—LES CONFÉRENCES DE PAYS PRODUCTEURS ET DE PAYS CONSOMMATEURS—LE CONTINGENTEMENT D'AUTRES DENRÉES

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre quelle position le gouvernement canadien a adoptée à la récente réunion de l'Agence internationale de l'énergie, en France, quant à la création d'un fonds international de l'énergie proposée par le secrétaire d'État américain? Le Canada a-t-il accepté de participer à ce fonds et a-t-il admis l'idée de restreindre les importations de pétrole étranger sur les marchés intérieurs?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, cette question n'a pas été examinée de façon approfondie à la réunion de l'Agence internationale de l'énergie, bien que l'on ait discuté les propositions. En réalité, le Canada n'a pas encore accepté la création d'un fonds non plus que des restrictions à ses activités intérieures. A la conférence, nous nous sommes surtout attachés à conclure le plus tôt possible l'accord sur la répartition de l'énergie au cas où les approvisionnements seraient encore interrompus au niveau international, et à appuyer le principe d'une collaboration internationale accrue dans le domaine de la recherche et du développement.

M. Gillies: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Quelle position le Canada a-t-il adoptée sur la proposition selon laquelle toute réunion ultérieure des producteurs et des consommateurs de pétrole devrait porter aussi sur les possibilités d'établissement de contingents de production, et le reste, pour d'autres produits, comme l'ont suggéré des pays du tiers monde?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, nous avons appuyé d'une façon générale l'initiative du secrétaire d'État américain de convoquer une nouvelle conférence des pays producteurs et consommateurs où l'on pourrait discuter non seulement la question de l'énergie, mais aussi celle des produits fabriqués et autres. Nous sommes impatients de connaître la réaction des autres participants à la réunion des producteurs et des consommateurs, surtout des pays en voie de développement et des pays producteurs, pour savoir s'ils voient dans la proposition du secrétaire d'État américain une initiative valable permettant de convoquer de nouveau la conférence. Nous croyons d'une façon générale qu'une telle réunion serait utile et nous sommes tout à fait prêts à en discuter davantage.